

## SELON L'APRUE

## L'efficacité énergétique n'est pas pour demain

**Les conditions pour le développement de l'efficacité énergétique, l'utilisation d'équipements non énergivores, ne sont pas toutes réunies, d'autant que l'infrastructure de contrôle fait défaut et que le marché manque de maturité.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Certes, le dispositif législatif et réglementaire, notamment en matière d'étiquetage énergétique, existe selon Djamel Eddine Bouzera, chef de projet à l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), intervenant hier lors d'une journée technique. Par le biais de ce dispositif, l'étiquetage énergétique est obligatoire sur les appareils électroménagers vendus, selon une catégorisation, l'information nécessaire des consommateurs sur les performances énergétiques (consommation et impacts) de ces équipements, ainsi que la prise de sanctions. Soit la possibilité de taxer les équipements neufs non performants, voire d'interdire à terme leur vente. Et d'autant que selon des tests, près de la moitié des appareils vendus en Algérie, notamment les réfrigérateurs et les climatiseurs, ne sont pas performants. Voire très énergivores (très consommateurs d'électricité), au-delà de l'impact sur l'environnement en termes d'émission de gaz à effet de serre et sur la facturation de la consommation énergé-

tique domestique. De même, l'implication des fabricants et distributeurs dans la promotion de l'efficacité énergétique est relativement bonne, dans la mesure où le marché est ouvert, des incitations financières et des avantages économiques leur sont concédés et que des appareils davantage performants sont graduellement commercialisés.

Toutefois, le problème est lié à l'absence de maturité du marché, les utilisateurs restant peu sensibilisés, mal ou pas informés. Mais aussi à l'absence d'une infrastruc-



Près de la moitié des appareils vendus en Algérie ne sont pas performants.

ture de contrôle, un centre général de l'APRUE, le contrôle constitue «le dédié à l'efficacité énergé- Mohamed Salah maillon faible» de ce pro- tique, selon le directeur Bouzeriba, persuadé que cessus. Voire, l'Algérie

patine sur le chemin de la performance énergétique, selon Benoît Lebot, conseiller technique sur le changement technique, pour le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Selon ce conseiller qui a présenté un tour d'horizon international, le Pnud est disposé à accompagner l'Algérie, comme pour la Tunisie, en ce domaine.

Néanmoins, les conditions économiques ne sont pas toutes réunies, dans la mesure où le système de subvention de l'énergie, les efforts en matière de promotion de l'efficacité et de la maîtrise de l'énergie, la transformation du marché vers davantage de performance, doivent être accentués.

C. B.

## TRAVAUX PUBLICS

## Amar Ghoul appelle à la création d'un forum des entreprises

**Lors d'une rencontre réunissant les bureaux d'étude, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a appelé ces derniers à s'organiser à travers notamment la création d'un forum d'engineering, d'études et d'expertise qui réunira aussi bien les bureaux publics que privés ainsi que des entreprises nationales de réalisation d'infrastructures routières et ouvrages d'art. Le ministre a aussi annoncé hier la création prochaine de trois écoles pour le secteur.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - «Le forum sera ainsi un espace pour exprimer les préoccupations des bureaux d'étude et des entreprises de réalisation», a expliqué la ministre.

Il permettra aussi de créer un espace de concertation et d'échanges entre la tutelle, les bureaux d'étude et les entreprises nationales publiques et privées. Tout en précisant que les textes sont au niveau du gouvernement, Amar Ghoul a annoncé les projets de création des écoles de management, des métiers et petits métiers des travaux publics et d'un centre national de contrôle de la qualité.

Ces infrastructures permettront, selon le ministre, d'assurer une formation continue au personnel du secteur.

S'agissant des activités des bureaux d'étude, il appellera à

une meilleure organisation et à l'utilisation des compétences nationales.

Il dira à ce propos que 90% du personnel recruté par les bureaux d'étude étrangers intervenant dans des projets en Algérie sont des Algériens.

«Les bureaux d'étude doivent unir leurs efforts et travailler ensemble en fédérant leurs compétences. L'Etat est prêt à les appuyer et la priorité doit être donnée aux bureaux d'étude nationaux. Il ne sera fait appel aux bureaux étrangers qu'en dernier recours», a déclaré Amar Ghoul.

Pour ce qui est des ressources humaines, le ministre a assuré que les capacités nationales doivent développer leurs compétences à travers une formation et un recyclage continu.

Même les cadres dirigeants, selon le premier responsable du



Amar Ghoul, ministre des Travaux publics.

secteur, sont tenus de se former et de s'adapter aux nouvelles règles du management et aux nouvelles technologies.

Le recyclage devrait ainsi concerner tout le personnel des bureaux d'étude ; pour ce qui est des aides promises par l'Etat tel qu'annoncé par le ministre, elles concernent un accompagnement au niveau financier qui se traduit

par des facilitations bancaires. Amar Ghoul a aussi appelé les bureaux d'étude à investir pour rénover leurs équipements et œuvrer dans le cadre du nouveau cadre des marchés publics.

Il existe actuellement, selon le ministre, 450 bureaux d'étude, ce nombre devra passer à 700 à l'horizon 2014.

F.-Z. B.

## FORMATION PROFESSIONNELLE

## Priorité aux besoins de l'économie nationale

**La nouvelle démarche du secteur de la formation professionnelle consiste à faire une jonction entre le choix des stagiaires, les cycles de formation disponibles et les besoins de l'économie nationale en la matière.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - A l'occasion de l'ouverture du 1<sup>er</sup> salon national de la formation professionnelle Formapro, le P-dg de l'Institut international de management (INSIM), M. Laâmiri, a souligné, hier, l'importance et la priorité d'arriver à un niveau de formation performant et selon les normes internationales dans les entreprises algériennes.

«Pour atteindre cet objectif, il faut dire qu'il reste beaucoup d'efforts et de travail à faire. Le secteur de la formation professionnelle a déjà mis en place un mécanisme afin d'avoir un contact direct avec les entreprises, pour d'abord diagnostiquer leurs besoins en matière de ressources humaines et, ensuite, s'adapter le maximum possible aux exigences du monde du travail», a-t-il indiqué.

Même son de cloche chez Akila Chergou, la directrice centrale chargée de la formation continue et du partenariat au niveau du ministère de la Formation professionnelle. Selon cette responsable, la difficulté réside dans le fait de cerner au mieux les besoins en formation du marché du tra-

vail, dont seule une démarche de partenariat très poussée entre les deux secteurs permettra d'arriver à des résultats satisfaisants.

«Au début, nous avons eu du mal à collaborer avec les entreprises qui, d'ailleurs, n'avaient pas une vision de développement à long terme, donc la possibilité de cerner leurs besoins en formation et ressources humaines. Nous avons donc dû opter pour une démarche offensive afin de les encourager à s'inscrire dans cette nouvelle stratégie», a-t-elle ajouté, tout en affirmant que aujourd'hui, le partenariat a atteint un degré probant et que pas moins de 95 000 travailleurs ont bénéficié d'une formation.

M. M.

## SIDI-BEL-ABBÈS

## Interception de lots importants de marchandise de contrebande

Les éléments de la douane de Sidi-Bel-Abbès ont dans la journée du 24 janvier dernier intercepté sur la RN7 un véhicule léger du genre Renault 21 transportant un lot important de vêtements, en plus de 400 téléphones portables de 400 batteries et 400 kits-man, le tout d'une valeur estimée à 982 000 DA. Cette opération a eu lieu à un point de contrôle du barrage de la douane. Cependant, les contrebandiers sont parvenus à prendre la fuite abandonnant ce véhicule estimé à 200000 DA et la marchandise. La pénalité encourue est de 11 820 000 DA, alors que le véhicule a fait l'objet d'une saisie.

A. M.